

radiolac.ch

L'initiative visant les gros actionnaires est largement rejetée

Publié Il y a 21 heures, le 12 mars 2023

4–5 minutes

A Genève, l'initiative de la gauche voulant imposer à hauteur de 100% les dividendes perçus par les "gros actionnaires" a été rejetée dimanche par l'électorat. Le texte a été écarté par près de 59,2% des votants. Le taux de participation s'est élevé à 37,8%.

À Genève, les gros actionnaires ne seront pas taxés davantage. L'initiative de la gauche voulant imposer à hauteur de 100% les dividendes perçus par les "gros actionnaires" a été largement rejetée ce dimanche par près de 60% de l'électorat. L'initiative "Contre les virus des inégalités... Résistons! Supprimons les privilèges fiscaux des gros actionnaires" aurait visé les personnes

détenant au moins 10% des actions d'une société. Elle demandait que les dividendes perçus par ces contribuables soient entièrement imposés, alors qu'ils ne le sont qu'à 70% aujourd'hui. Un résultat qui réjouit la droite et les milieux économiques à l'image de Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et de services de Genève (CCIG).

Les initiants, issus de l'extrême gauche, avaient calculé que leur proposition aurait rapporté à l'Etat de Genève près de 150 millions de francs de recettes fiscales supplémentaires par année. Leur texte visait, selon eux, quelque 1600 "gros actionnaires". La droite, de son côté, avait mis en avant les dangers de l'initiative. Elle aurait touché avant tout des entrepreneurs de PME et aurait pénalisé la situation fiscale de Genève par rapport aux autres cantons suisses. Selon les opposants au texte, le risque de voir des propriétaires d'entreprise délocaliser était bien réel. Un message clair envoyé à la gauche selon Vincent Subilia.

Pour Thomas Wenger président du Parti Socialiste genevois, c'est une occasion manquée de supprimer une inégalité fiscale.

Satisfaction du gouvernement

L'initiative avait été rejetée par une majorité du Grand Conseil

genevois ainsi que par le Conseil d'Etat. Le résultat des urnes a été accueilli avec satisfaction par la grande argentièrre du canton Nathalie Fontanet. La conseillère d'Etat a rappelé devant la presse que Genève était un canton où les impôts sont déjà élevés.

Si l'initiative avait été acceptée, Genève se serait retrouvée dans une situation unique par rapport aux autres pays de l'OCDE et aux autres cantons suisses, a poursuivi Mme Fontanet. Le canton aurait été seul à pratiquer la double imposition, soit taxer le bénéfice de l'entreprise, puis l'entièrreté des dividendes qu'elle distribue.

Dimanche, dans un communiqué, la Chambre de commerce, d'industrie et des services (CCIG) a salué "le rejet net de l'initiative" qui aurait eu un impact négatif sur les entreprises locales. La capacité des PME à créer de l'emploi aurait été entravée à cause de cette hausse d'impôts.

Seuls les quartiers populaires de la Ville de Genève ainsi que certains secteurs de la commune de Vernier ont fait bon accueil à l'initiative. Le reste du canton l'a rejetée, parfois sèchement dans les agglomérations les plus huppées.

Une initiative similaire avait été refusée du bout des lèvres en septembre dans le canton de Zurich. Elle visait à taxer 70% du

rendement des actions, contre 50% aujourd'hui.

Les Genevois se prononceront, vraisemblablement en juin, sur une autre initiative fiscale: "Pour une contribution temporaire de solidarité des grandes fortunes".

Ce dimanche de votation a été le dernier avant les élections cantonales genevoises du 2 avril prochain. Outre l'initiative fiscale, la droite a aussi remporté la partie en Ville de Genève en ce qui concerne l'initiative "zéro pub". Cette dernière a été rejetée de justesse par les électeurs de la municipalité.

MH avec Keystone-ATS